



Le ministre de l'Education dénonce "l'islamo-gauchisme" dans les universités

Paris, 22 oct. 2020 (AFP) -

Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a dénoncé jeudi "l'islamo-gauchisme" qui fait selon lui "des ravages à l'université", prenant notamment pour cibles le syndicat étudiant Unef et La France Insoumise qui, en retour, fustige des attaques "minables".

"Notre société a été beaucoup trop perméable à des courants de pensée", a déclaré le ministre sur Europe 1. "Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages".

"Il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'Unef cède à ce type de chose, il fait des ravages quand dans les rangs de La France Insoumise, vous avez des gens qui sont de ce courant-là et s'affichent comme tels. Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire", a affirmé Jean-Michel Blanquer.

Appelant à "combattre le fanatisme", il a pointé du doigt toutes les formes de "complicités intellectuelles" de crimes comme celui du professeur Samuel Paty, assassiné pour avoir montré des caricatures de Mahomet.

Dans un communiqué, l'UNEF a dénoncé à son tour "un Ministre de l'Éducation Nationale qui attise la haine avec des amalgames inacceptables", un "climat délétère" et une "injure" aux étudiants.

L'organisation enjoint en outre Jean-Michel Blanquer "à revenir sur ses déclarations" et annonce qu'elle prendra "les mesures juridiques à [sa] disposition".

Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, qui dénonce régulièrement "l'islamo-gauchisme", a également de nouveau critiqué, jeudi dans un entretien au Parisien, La France insoumise, selon lui "le parti de la complaisance, de la laïcité honteuse et des valeurs républicaines à géométrie variable".

"Répartition des rôles: à Macron les discours républicains et unitaires, à ses ministres la diffamation envers La France insoumise", a réagi sur Twitter le député LFI Eric Coquerel.

"Nous sommes dans le camp républicain, il n'y a pas débat sur ce sujet", a tranché sur franceinfo la députée LFI Clémentine Autain, "en colère" contre ces déclarations successives qui "attisent la haine".

"Il est inadmissible que dans notre pays aujourd'hui on laisse tranquille (la présidente du Rassemblement national, NDLR) Marine Le Pen, tapis rouge sur tous les plateaux, sans jamais lui porter la contradiction, comme si elle était dans l'espace républicain pendant qu'une majeure partie de la gauche serait en dehors des clous républicains", a fustigé Mme Autain.

L'eurodéputé et proche de Jean-Luc Mélenchon Manuel Bompard a déploré sur RFI des "attaques indignes, extrêmement blessantes" et "minables", qui relèvent de "l'instrumentalisation pour régler des comptes politiques".

La députée PCF Elsa Faucillon a apporté son "soutien" à ses homologues de LFI: "il y a tant de chantiers urgents pour l'école, les élèves et la communauté éducative. Mais J-M Blanquer préfère légitimer un vocabulaire issu de l'extrême droite, approfondir le climat de haine, c'est plus facile mais tellement dangereux", a-t-elle tweeté.

Le ministre de l'Education s'exprimait alors que démarre le Grenelle de l'éducation, dont il a promis qu'il déboucherait dans trois mois sur une augmentation des salaires des enseignants ou encore sur des mesures de protection supplémentaires.

cl-ggy-cbo/vab/pb

Afp le 22 oct. 20 à 16 39.